

Textes publiés du 17 au 23 novembre 2020

Les textes législatifs et réglementaires
Les textes publiés précédemment

▲ Les textes législatifs et réglementaires

- Ministère de la justice

▶ **[Ordonnance n° 2020-1400 du 18 novembre 2020](#) portant adaptation des règles applicables aux juridictions de l'ordre judiciaire statuant en matière non pénale et aux copropriétés (J.O. du 19 novembre 2020)**

L'ordonnance est prise en application de la [loi n° 2020-1379 du 14 novembre 2020](#) autorisant la prorogation de l'état d'urgence sanitaire et portant diverses mesures de gestion de la crise sanitaire et reprend, en les adaptant, certaines des mesures de l'[ordonnance n° 2020-304 du 25 mars 2020](#).

Elle comporte un titre Ier relatif aux dispositions applicables aux juridictions de l'ordre judiciaire statuant en matière non pénale, un titre II portant sur les dispositions en matière de copropriété et un titre III portant sur les dispositions d'application outre-mer.

▶ **[Ordonnance n° 2020-1401 du 18 novembre 2020](#) portant adaptation des règles applicables aux juridictions de l'ordre judiciaire statuant en matière pénale (J.O. du 19 novembre 2020)**

L'ordonnance est prise en application de l'habilitation prévue de [loi n° 2020-1379 du 14 novembre 2020](#) autorisant la prorogation de l'état d'urgence sanitaire et portant diverses mesures de gestion de la crise sanitaire, et rétablit l'application de certaines dispositions de l'[ordonnance n° 2020-303 du 25 mars 2020](#).

Les adaptations des règles de procédure pénale auxquelles il est procédé ont pour objet de permettre la continuité de l'activité des juridictions pénales essentielle au maintien de l'ordre public.

▶ **[Ordonnance n° 2020-1402 du 18 novembre 2020](#) portant adaptation des règles applicables aux juridictions de l'ordre administratif (J.O. du 19 novembre 2020)**

En l'absence de disposition sur l'adaptation des délais et procédures pendant ce nouvel état d'urgence sanitaire, les dispositions de l'ordonnance se bornent à modifier les modalités d'organisation des audiences : audience à distance par utilisation de moyens de télécommunication audiovisuelle, ou téléphonique en cas de d'impossibilité technique ou matérielle de recourir à un moyen de télécommunication audiovisuelle. L'assistance par un avocat ou un interprète peut être réalisée hors sa présence physique. Les membres de la formation de jugement peuvent également participer à l'audience depuis un lieu distinct de la salle d'audience en utilisant un mode de communication télécommunication audiovisuelle. Le greffe dresse le procès-verbal des opérations. Les moyens de télécommunication utilisés doivent garantir la confidentialité des échanges, la qualité de la transmission et permettre la vérification de l'identité des parties. Les rôles des audiences peuvent être publiés sur le site internet de la juridiction.

Enfin, il peut être statué sans audience, par ordonnance motivée sur les requêtes présentées en référé, en dehors des cas prévus à l'article L. 522-3 du code de justice administrative.

Décret n° 2020-1405 du 18 novembre 2020 portant adaptation des règles applicables aux juridictions de l'ordre judiciaire statuant en matière non pénale (J.O. du 19 novembre 2020)

Le décret s'applique aux juridictions de l'ordre judiciaire statuant en matière non pénale jusqu'à l'expiration d'un délai d'un mois après la cessation de l'état d'urgence sanitaire, et prévoit notamment :

- . la possibilité d'informer les parties par tous moyens de la suppression d'une audience ou d'une audition ;
- . la possibilité pour le magistrat chargé du rapport de tenir l'audience seul et d'en informer les parties par tous moyens dans la procédure écrite ordinaire devant le tribunal judiciaire et dans la procédure avec représentation obligatoire devant la cour d'appel ;
- . devant le tribunal de commerce, la possibilité pour le président de cette juridiction de décider que l'audience sera tenue par l'un des membres de la formation de jugement et la possibilité pour les parties d'échanger leurs écritures et leurs pièces par tous moyens, sous réserve du respect du contradictoire.

Décret n° 2020-1406 du 18 novembre 2020 portant adaptation des règles applicables devant les juridictions de l'ordre administratif (J.O. du 19 novembre 2020)

Ce décret prévoit des dérogations à certaines dispositions réglementaires applicables aux juridictions administratives jusqu'à la date de cessation de l'état d'urgence sanitaire déclaré par le [décret du 14 octobre 2020 susvisé](#), prorogé jusqu'au 16 février 2021 inclus par la [loi n° 2020-1379 du 14 novembre 2020](#).

Il s'agit des dispositions suivantes : possibilité, devant toutes les juridictions administratives, de communiquer par tout moyen avec les parties ; élargissement aux conseillers de tribunal administratif et de cour administrative d'appel d'au moins deux ans d'ancienneté de prendre des ordonnances « de tri » ; possibilité de statuer sur les demandes de sursis à exécution en appel sans audience ; possibilité pour le président de la formation de jugement de signer seul la minute ; notification à l'avocat valant notification à la partie qu'il représente ; dispense de lecture sur le siège des décisions rendues en urgence dans le contentieux de l'éloignement des étrangers.

• **Ministère des solidarités et de la santé**

Décret n° 2020-1425 du 21 novembre 2020 adaptant les modalités de versement de la prime exceptionnelle allouée à certains agents mobilisés à la suite de la prorogation de l'état d'urgence sanitaire dans le cadre de l'épidémie de covid-19 (J.O. du 22 novembre 2020)

Ce décret permet un nouveau versement de la prime exceptionnelle prévue à l'[article 11 de la loi n° 2020-473 du 25 avril 2020](#) de finances rectificative pour 2020 pour les agents publics et apprentis relevant des établissements et services publics sanitaires, sociaux et médico-sociaux de la fonction publique hospitalière, de la fonction publique territoriale et de la fonction publique de l'Etat, personnels mentionnés aux articles [L. 6151-1](#), [L. 6152-1](#), [L. 6153-1](#) et [R. 6153-42](#) du code de la santé publique, militaires désignés pour armer un élément mobile du service de santé des armées.

Pour ces personnels, le montant global de la prime est porté à 1500 ou 1000 euros en fonction de leur établissement d'exercice.

Décret n° 2020-1409 du 18 novembre 2020 modifiant le décret n° 2020-1310 du 29 octobre 2020 prescrivant les mesures générales nécessaires pour faire face à l'épidémie de covid-19 dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire (J.O. du 19 novembre 2020)

Le décret n° 2020-1310 du 29 octobre 2020 autorise la vente d'arbres de Noël à compter du 20 novembre 2020 (livraisons, retraits de commandes ou vente en extérieur).

▲ [Retour au sommaire](#)

▲ **Les textes publiés précédemment**

• **Loi**

Loi n° 2020-1379 du 14 novembre 2020 autorisant la prorogation de l'état d'urgence sanitaire et portant diverses mesures de gestion de la crise sanitaire (J.O. du 15 novembre 2020)

– La loi proroge l'[état d'urgence sanitaire](#) déclaré par le décret n° 2020-1257 du 14 octobre 2021 [jusqu'au 16 février 2021 inclus](#).

– La loi proroge également les dispositions de la loi n° 2020-856 du 9 juillet organisation la sortie de l'état d'urgence [jusqu'au 1er avril 2021](#). Pour mémoire la loi du 9 juillet 2020 confie au Premier ministre un pouvoir de police spéciale pour les territoires dans lesquels l'état d'urgence sanitaire n'est plus déclaré pour réglementer la circulation des personnes et véhicules ainsi que l'accès aux moyens de transport collectif, et [réglementer](#) l'ouverture et les conditions d'accès d'établissements recevant du public (ERP) ainsi que des lieux de réunion.

– La loi habilite le Gouvernement à prendre des ordonnances dans différents domaines, déjà listés dans la loi n° 2020-290 du 23 mars 2020, [à quelques exceptions près](#).

Ainsi, le Gouvernement est habilité à prendre par la voie d'ordonnance toute mesure, en vue de prolonger, de rétablir, voire d'adapter les dispositions prises dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire, notamment, pour ce qui intéresse directement le

fonctionnement des deux ministères, les ordonnances prises pour [l'organisation des concours et des examens](#) (ordonnance n° 2020-351 du 27 mars 2020), ainsi que pour [adapter le droit applicable au fonctionnement des établissements publics et des instances collégiales administratives](#) (ordonnance n° 2020-347 du 27 mars 2020)

Toutefois, la loi ne prévoit pas la possibilité de prendre des dispositions pour adapter les délais et procédures applicables aux traitements des déclarations et demandes présentées aux autorités administratives. En clair, les dispositions de l'ordonnance n° 2020-306 du 25 mars 2020 ne seront pas réactivées.

- **Ministère des solidarités et de la santé**

▶ [Décret n° 2020-1385 du 14 novembre 2020](#) modifiant le décret n° 2020-551 du 12 mai 2020 relatif aux systèmes d'information mentionnés à l'article 11 de la loi n° 2020-546 du 11 mai 2020 prorogeant l'état d'urgence sanitaire et complétant ses dispositions (J.O. du 15 novembre 2020)

Pris en application de l'[article 5 de la loi n° 2020-1379 du 14 novembre 2020](#), le décret adapte les traitements de données à caractère personnel destinés à permettre l'identification des chaînes de contamination du virus covid-19 et à assurer le suivi et l'accompagnement des personnes. Ainsi, les professionnels de santé et personnels spécialement habilités des services de santé des établissements d'enseignement scolaire ou des établissements d'enseignement supérieur sont donc autorisés à enregistrer des données dans le SI « Contact Covid » et à consulter les données de ce système d'information.

▶ [Décret n° 2020-1387 du 14 novembre 2020](#) fixant la liste des professionnels de santé habilités à renseigner les systèmes d'information mentionnés à l'article 11 de la loi du 11 mai 2020 prorogeant l'état d'urgence sanitaire et complétant ses dispositions (J.O. du 15 novembre 2020)

Le décret fixe la liste des professionnels de santé habilités à renseigner les systèmes d'information SI-DEP et Contact Covid. Il s'agit des médecins, des biologistes médicaux, des pharmaciens et des infirmiers. Ces systèmes d'information pourront être renseignés par ces professionnels ou sous leur responsabilité dans la mesure où ils sont habilités à réaliser des examens de dépistage virologiques ou sérologiques de la covid-19.

▶ [Décret n° 2020-1365 du 10 novembre 2020](#) pris pour l'application de l'article 20 de la loi n° 2020-473 du 25 avril 2020 de finances rectificative pour 2020 (J.O. du 11 novembre 2020)

Ce décret prend acte de la suspension du décret n° 2020-1098 du 29 août 2020 par l'[ordonnance n° 444425 du Conseil d'État en date du 15 octobre 2020](#) et fixe une nouvelle liste de critères permettant de définir les personnes vulnérables présentant un risque de développer une forme grave d'infection au virus SARS-CoV-2, fondée sur les avis du Haut Conseil de la santé publique des 6 et 29 octobre 2020.

▶ [Décret n° 2020-1310 du 29 octobre 2020](#) prescrivant les mesures générales nécessaires pour faire face à l'épidémie de covid-19 dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire (J.O. du 30 octobre 2020)

Pris sur le fondement de l'article L. 3131-15 du code de la santé publique, le décret abroge la plupart des dispositions du [décret n° 2020-1262 du 16 octobre 2020](#) prescrivant les mesures générales nécessaires pour faire face à l'épidémie de covid-19 dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire (J.O. du 17 octobre 2020), sauf son article 6.

Le décret détaille les mesures relatives au confinement entré en vigueur le 30 octobre 2020 : dispositions relatives au déplacement des personnes hors de leur lieu de résidence (article 4), accueil des usagers dans les établissements scolaires (article 33), accueil dans les établissements d'enseignement supérieur (article 34) et condition d'accueil des usagers dans ces établissements (généralisation du port du masque à compter de l'âge de 6 ans).

Ce décret a été modifié par le [décret n° 2020-1331 du 2 novembre 2020](#) (J.O. du 3 novembre 2020) et le [décret n° 2020-1358 du 6 novembre 2020](#) (J.O. du 7 novembre 2020).

▶ [Décret n° 2020-1257 du 14 octobre 2020](#) déclarant l'état d'urgence sanitaire (J.O. du 15 octobre 2020)

Le décret, pris sur le fondement des articles L. 3131-12 et L. 3131-13 du code de la santé publique déclare l'état d'urgence à compter de 17 octobre. A noter que la prolongation de l'état d'urgence sanitaire au-delà d'un mois ne peut être autorisée que par le législateur, en application de l'article L. 3131-13 du code de la santé publique.

▶ [Arrêté du 6 novembre 2020](#) relatif à l'indemnité exceptionnelle de stage versée aux étudiants en soins infirmiers de deuxième et troisième années durant la période de crise sanitaire (J.O. du 10 novembre 2020)

L'arrêté prévoit qu'une indemnité exceptionnelle, cumulable avec l'indemnité visée à l'article 15 de l'arrêté du 31 juillet 2009 est versée aux étudiants en soins infirmiers de deuxième et troisième années lors de leurs périodes de stage, au plus tard le mois suivant la fin du stage par l'agence régionale de santé de la région d'implantation de l'institut dont relève l'étudiant. Le montant de cette indemnité est fixé, sur la base d'une durée de stage de trente-cinq heures par semaine, à 98,50 euros hebdomadaire en deuxième année et à 86,50 euros hebdomadaire en troisième année.

- **Ministère de l'éducation nationale, de la jeunesse et des sports**

▶ [Circulaire du 6 novembre 2020](#) relative aux modalités d'organisation des lycées face à la situation sanitaire (B.O.E.N. n°43 du 12 novembre 2020)

La circulaire permet l'adaptation du fonctionnement lycée pour limiter le nombre d'élèves accueillis simultanément, tout en poursuivant les enseignements, et assurer la plus stricte application du protocole sanitaire renforcé du 2 novembre 2020.

- **Ministère de l'enseignement supérieur, de la recherche et de l'innovation**

- ▶ **[Arrêté du 10 octobre 2020](#) dérogeant à l'article 2 de l'arrêté du 28 mai 2020 relatif à la durée de prolongation des mandats des membres des conseils et des chefs des établissements publics à caractère scientifique, culturel et professionnel pris en application de l'article 15 de la loi du 23 mars 2020 d'urgence pour faire face à l'épidémie de covid-19 (J.O. du 28 octobre 2020)**

L'article 15 de la loi n° 2020-290 du 23 mars 2020 prévoyait la prolongation des mandats (échus depuis le 15 mars 2020 ou qui viendraient à échéance avant le 31 juillet 2020) des chefs d'établissement et des membres des conseils des établissements relevant du titre 1er du livre VII du code de l'éducation jusqu'à une date fixée par arrêté du ministère chargé de l'enseignement supérieur.

Ainsi, l'arrêté du 28 mai 2020 avait fixé au 30 novembre 2020 la date jusqu'à laquelle les mandats des présidents, directeurs, chefs d'établissements et des membres des conseils dans les établissements relevant du titre 1er du livre VII du code de l'éducation étaient prolongés.

L'arrêté du 10 octobre 2020 complète le dispositif en rendant possible, lorsque les établissements ne peuvent organiser ces élections avant le 30 novembre 2020 la prolongation de ces mandats jusqu'au 31 décembre 2020 inclus.

- **Ministère de la transformation et de la fonction publiques**

- ▶ **[Circulaire du 3 novembre 2020](#) relative à l'organisation de la formation dans les établissements assurant la formation professionnelle des agents publics au regard de la situation sanitaire (legifrance.gouv.fr)**

La formation à distance devient la règle dans les établissements placés sous l'autorité des secrétaires généraux des ministères assurant la formation des agents publics.

- ▶ **[Circulaire du 29 octobre 2020](#) relative à la continuité du service public dans les administrations et les établissements publics de l'Etat dans le contexte de dégradation de la situation sanitaire (legifrance.gouv.fr)**

Le télétravail est désormais la règle dans les administrations pour les activités qui le permettent. Par ailleurs, les conditions de travail doivent être aménagées pour les agents amenés à travailler totalement ou partiellement en présentiel (aménagements horaires, aménagements des espaces de travail et d'accueil, fourniture du matériel de protection aux agents, respect des règles sanitaires). Les agents publics ont vocation à poursuivre leur activité en télétravail ou en présentiel, sauf dans trois cas de figure : les personnes identifiées comme cas contact à risque, les personnes considérées comme vulnérables, les parents devant assurer la garde de leur enfant de moins de 16 ans (fermeture de la crèche, de l'école ou du collège ou enfant identifié comme cas contact à risque), lesquels sont placés en autorisation spéciale d'absence.

▲ *[Retour au sommaire](#)*

Ce numéro a été réalisé avec la collaboration de
Frédérique Vergnes : rédactrice en chef
Directrice de la publication et adjointe : Natacha Chicot, directrice des affaires juridiques
Catherine Joly, cheffe de service